

Ville de Bagnols-sur-Cèze  
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 57/2018  
du Conseil municipal  
Séance du 30 juin 2018**

\*\*\*\*\*

**Date d'envoi des convocations  
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 19 juin 2018  
Nombre de Conseillers municipaux : 33  
Nombre de Conseillers municipaux présents : 22  
Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 8  
Nombre de Conseillers municipaux absents : 3**

\*\*\*\*\*

L'an deux mille dix-huit, le 30 juin 2018 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire

**Conseillers municipaux présents** : M. Jean-Yves **CHAPELET**, M. Denis **RIEU**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Monique **GRAZIANO**, M. Vincent **POUTIER**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Jean Christian **REY**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **OUATIZERGA**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, Mme Aldjia **SAAIDIA**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, Mme Carole **BRESCHET**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration** : Rémy **SALGUES** procuration à V. POUTIER, Catherine **EYSSERIC** procuration à JY. CHAPELET, Karine **GARDY** procuration à E. CREPIEUX, Philippe **BERTHOMIEU** procuration à R. MASSE, Anthony **CELLIER** procuration à JC REY, Murielle **ISNARD** procuration à G. PAGES, Christian **ROUX** procuration à S. ROUQUAIROL, Yvette **ORTIZ** procuration à C. PRAT

**Conseillers municipaux absents** : M. Stéphane **PEREZ**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Michel **AYMERIC**

**Secrétaire de séance** : Aldjia **SAAIDIA**

**Objet : Définition des emplois éligibles au régime des astreintes**

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur,

Vu le décret n° 2003-363 du 15 avril 2003 relatif à l'indemnisation d'astreinte attribuée à certains agents du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des permanences de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'avis du Comité Technique du 26 avril 2018 et 7 mai 2018,

Considérant que la question a été présentée à la Commission moyens généraux du 20 juin 2018,

**Le Conseil municipal décide à l'unanimité :**

- de créer une astreinte d'encadrement pour les agents de la filière Police Municipale assurant l'encadrement du service Sécurité et Police afin qu'il puisse assurer une continuité de service,
- de relister les emplois pouvant bénéficier de l'application du régime des astreintes.

Astreinte de décision pour le niveau de direction par roulement

- Directeur des Services Techniques
- Directeur Education, Sport et Culture
- Directeur Ressources Humaines
- Directeur Moyens Généraux

Astreinte technique d'exploitation pour assurer une éventuelle intervention technique par roulement

- 1 agent des services Techniques

Astreinte technique d'exploitation pour assurer une éventuelle intervention techniques sur de par roulement

- 1 agent du CSU

Astreinte de décision au CSU afin qu'il puisse assurer une continuité de service, par roulement

- 1 agent de la filière Police Municipale

Astreinte de décision d'encadrement du service Sécurité et Police afin qu'il puisse assurer une continuité de service, par roulement

- 1 agent de la filière Police municipale en position d'encadrement du service Sécurité et Police (chef de service et chef de groupe)
- d'autoriser soit la rémunération ou la compensation de l'astreinte d'exploitation conformément aux textes en vigueur,
- d'établir les arrêtés individuels d'autorisation.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2018

Pour copie conforme au registre,  
Bagnols-sur-Cèze, le 30 juin 2018

Le Maire  
Jean-Yves CHAPELET